

DECLARATION DES FEDERATIONS CGT FDSU FO CFDT UNSA CFTC

COMITE TECHNIQUE PARITAIRE MINISTERIEL DU 7 JUILLET 2005.

LES MINISTRES PERSISTENT, ON NE PEUT LES LAISSER FAIRE !

Le Comité Technique Paritaire Ministériel du 7 juillet a été l'occasion pour les Ministres de confirmer un ensemble de décisions présentées quelques semaines auparavant comme des « projets ».

Aucune des observations, critiques, propositions formulées par les organisations syndicales n'ont été prises en compte contrairement aux engagements de prendre « ...*le temps nécessaire pour discuter en amont des réformes avant de les décider* ».

Ainsi, les Ministres n'ont pas saisi l'occasion de ce CTPM pour décliner concrètement l'affirmation de principe d'une volonté de renouveau des relations sociales au Ministère.

Les demandes réitérées des organisations syndicales d'ouverture de discussions sur l'évolution des missions au Ministère et sur la mise en place d'un plan pluriannuel de création d'emplois et de requalification de ces derniers sont restées sans réponse.

Cela se traduit par la confirmation de 2 600 nouvelles suppressions d'emplois pour 2006, Monsieur BRETON affirmant que malgré cela, « *le MINEFI aura les moyens d'accomplir correctement ses missions* ».

Les Ministres BRETON et COPE réaffirment leur volonté de faire du MINEFI une « administration de service » et « d'approfondir la culture de performance ».

Les Ministres ignorent les dégradations des conditions de travail des personnels, la course imposée aux résultats quantitatifs au détriment de la qualité, les dysfonctionnements nés des réformes à répétition.

Cela se traduit par la volonté d'installer un système de prime aux résultats, au principe condamnable et d'un montant ridicule maximum de 12,50 euros par mois.

« L'ambition sociale » des Ministres se réduit à l'engagement du maintien des rémunérations pour les agents obligés de changer de poste dans le cadre des réformes, ce qui n'est que justice, et quelques mesures à propos de l'action sociale.

Ce premier CTPM présidé par les nouveaux Ministres confirme clairement :

- Le refus persistant d'un débat sur l'évolution des missions et des moyens alloués aux différentes administrations du MINEFI.
- La poursuite et l'engagement de réformes régressives.
- L'amplification des suppressions d'emplois.
- La référence à la performance, adossée à la rémunération au mérite, au détriment du plein accomplissement des missions.

Les Fédérations des Finances CGT, FDSU, FO, CFDT, UNSA, CFTC constatent que Messieurs BRETON et COPE ont fait le choix de la confrontation sociale !

C'est donc bien le chemin de l'action qu'il va nous falloir prendre dès septembre dans l'unité la plus large.

Les Fédérations des Finances CGT, FDSU, FO, CFDT, UNSA, CFTC s'emploieront, durant la période estivale, à informer les personnels des conséquences néfastes des décisions ministérielles, dans la perspective d'un **mouvement fort et inscrit dans la durée au MINEFI, seul susceptible de faire reculer les Ministres.**

Paris, le 13 juillet 2005.